



Écrits sur 1870

Gwenhaël Ponnau

► **To cite this version:**

Gwenhaël Ponnau. Écrits sur 1870. Travaux & documents, Université de La Réunion, Faculté des lettres et des sciences humaines, 2008, Récit, mémoire et histoire, pp.59–72. hal-02185000

HAL Id: hal-02185000

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02185000>

Submitted on 21 Aug 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Écrits sur 1870

Gwenhaël PONNAU

Comment l'événement terriblement traumatisant que représenta la défaite de 1870 fut-il vécu par les écrivains français acteurs ou/et spectateurs d'une débâcle sans véritable précédent ? C'est à cette question qu'il s'agit ici d'apporter des éléments de réponse qui permettront de proposer quelques pistes de réflexion sur le rapport de la littérature et de la politique.

La déroute de 1870 constitue, dans cette perspective, un ensemble de circonstances douées d'un intérêt exemplaire. Elle entraîne en effet, toute une série de conséquences d'une importance, à vrai dire, capitale, que celles-ci soient immédiates (la chute du second Empire, la perte de l'Alsace-Lorraine, l'achèvement de l'unité allemande, l'avènement et la fin de la Commune), ou un peu plus lointaines (proclamée le 4 septembre 1870 par Gambetta et Jules Favre à Paris, la République ne sera définitivement établie qu'en 1875, à la suite du vote de l'amendement Wallon).

On conçoit que tous ces éléments aient interrogé, aussi bien en tant que citoyens qu'en leur qualité d'hommes de lettres, les écrivains qui vécurent ces bouleversements.

Mais précisément, qui sont ces écrivains, quels rapports entretiennent-ils — s'ils en ont — avec le ou les pouvoirs ? On se bornera, dans le cadre, nécessairement limité, de cette étude à rappeler quelques faits bien connus qui permettent de situer, au seuil et au cours de la guerre franco-prussienne, le lieu idéologique d'où parlent certains de ces auteurs.

C'est ainsi que l'on pourrait dessiner une sorte d'axe qui, de Mérimée, choyé par l'Empire à Vallès, le futur communard, représenterait, fortement, violemment même, contrastées les positions idéologiques de ces écrivains. Parmi eux, évidemment Hugo, l'opposant irréductible de « Napoléon le petit » qui, depuis 1852, des lieux successifs de son exil, exerce sur la vie politique autant que littéraire de la France une forme parfois écrasante de magistère. Il y a aussi ces écrivains célèbres familiers du salon de la princesse Mathilde, la fille de Jérôme Bonaparte, qui fut naguère fiancée au futur Napoléon III : les frères Goncourt, Gautier, Flaubert, Renan... Autant d'auteurs célèbres qui vont être bouleversés par la défaite de l'armée française et comme arrachés, au moins un temps, à leurs œuvres. Il convient d'ajouter à cette liste — évidemment non exhaustive — des écrivains plus jeunes. Daudet qui est, comme Zola, âgé de trente ans, et qui sera un temps garde national, l'auteur de *Thérèse Raquin*, ayant été, pour sa part, dispensé des

obligations militaires. Il deviendra en décembre 1870, la défaite consommée, secrétaire d'Alexandre Glais-Bizoin, membre du gouvernement de Défense nationale établi à Bordeaux. Villiers de l'Isle Adam, âgé de trente-deux ans en 1870, sera lui aussi, comme Verlaine, garde national à Paris, tous deux, par détestation du bourgeois, prendront bientôt parti pour la Commune. Tous ces rappels pour signifier qu'à des titres divers, les écrivains que l'on vient de mentionner (il faut aussi ajouter Maupassant âgé alors de vingt ans qui fut mobilisé dans l'intendance et Huysmans, vingt-deux ans, qui de son expérience de la Garde nationale mobile, tirera *Sac au dos*), sont des spectateurs et voudront être aussi pour certains des acteurs de l'histoire bouleversante qui se déroule sous leurs yeux et qui vient les arracher à leur vie d'intime du pouvoir (Mérimée ne survivra pas à la défaite et mourra le 13 septembre 1870) ou à leur existence de « bohème des brasseries » (ainsi Edmond de Goncourt désigne-t-il Vallès, devenu « Ministre de l'Instruction publique » sous la Commune)¹. Une histoire qui vient les arracher aussi à leur œuvre (ainsi, par exemple Flaubert qui prépare son *Saint-Antoine*²).

Notons qu'Edmond de Goncourt, quant à lui, porte, lorsque la guerre éclate, le deuil de son frère Jules, mort le 20 juin. Depuis ce jour, il s'abîme dans une forme de désespoir. C'est principalement sur cet écrivain, sur Flaubert, sur Hugo et sur Zola que nous allons à présent tenter de décrire et d'analyser le retentissement provoqué par les événements qui, au cours de 1870 et 1871, soit de la dépêche d'Ems à la fin de la Commune, se sont précipités.

PRURIT PATRIOTIQUE, EPIQUES TROMPETTES

Dans un premier temps, on pourrait qualifier de « prurit patriotique » les réactions de ces auteurs confrontés à la débâcle d'une armée que l'on avait pu croire absolument promise à la victoire. Non qu'au moment de la déclaration de la guerre, Flaubert n'ait éprouvé une sorte de dégoût devant les réflexes belliqueux de toute la nation : « Moi, je suis écœuré, navré par la bêtise de mes compatriotes. L'irréparable barbarie de l'Humanité m'emplit d'une tristesse noire », écrit-il à George Sand (C., 22 juillet 1870) qui lui répond sur le même ton : « Je trouve cette guerre infâme [...] les hommes sont des brutes féroces et vaniteuses » (C., 26 juillet 1870).

Mais bientôt cet écœurement fait place à une forme de passion guerrière qui, de lettre en lettre, ne cesse de s'exacerber.

¹ E. DE GONCOURT, *Journal*, Paris : Laffont, « Bouquins », t. II, 1989, journal du vendredi 31 mars, p. 402. Désormais par convention J. (toutes les références renvoyant au t. II du *Journal*).

² Voir FLAUBERT, *Correspondance*, Paris : La Pléiade, t. IV, Lettre à sa nièce Caroline, 28 juin 1870. Désormais, par convention C.

Ma tristesse, écrit-il à Maxime du Camp, s'est tournée en désir belliqueux.
(C., 24 août)
Si l'on fait le siège de Paris, j'irai faire le coup de feu, mon fusil est tout prêt.
(C., 17 août, à G. Sand)
Comme j'ai envie de me battre. (C., à Claudius Popelin, 27 août)
J'ai une envie, un prurit de me battre. (C., à E. de Goncourt, 29 août)

Devenu lieutenant de la Garde nationale de Rouen, il entend prendre « des leçons d'art militaire » et il rapporte à sa nièce le beau discours héroïque (inspiré d'une déclaration célèbre) qu'il a tenu à sa petite troupe :

Je commence aujourd'hui mes patrouilles de nuit. J'ai fait tantôt à « mes hommes » une allocution paternelle, où je leur ai annoncé que je passerais mon épée dans la bedaine du premier qui reculerait, en les engageant à me flanquer à moi-même des coups de fusil s'ils me voyaient fuir. (C., 27 septembre)

Ainsi « monté au style épique », selon ses propres mots, il veut espérer — contre l'évidence du désastre — qu'un sursaut de toute la nation renversera le cours de la guerre. C'est également cela que Zola espère, lui qui a été dispensé, on l'a vu, de ses obligations militaires (pour cause de myopie et de charges familiales) ; il se trouve alors à Marseille qu'il a rejoint après avoir quitté Paris le 7 septembre 1870. Dans un article dont le titre, déjà, donne le ton — « Aux Armes » — l'écrivain-journaliste embouche, à son tour, la trompette épique, et cela alors que, depuis le 1^{er} septembre et le désastre de Sedan, tout paraît définitivement perdu :

L'appel est jeté, la France entière répondra aujourd'hui, toute espérance de paix serait ridicule, c'est une guerre sans merci, un massacre. Chacun doit prendre l'arme qui lui tombera sous la main. Si l'on a des fusils, c'est bon. Autrement, on prendra des couteaux, et si les couteaux manquent, les faux et les fourches suffiront.

Cette déclaration remplie de superbe se poursuit, et tout se passe comme si, emporté par son éloquence guerrière, l'auteur de cet article incandescent mettait, littéralement, en œuvre une nouvelle *Iliade*, ou, plutôt, une autre *Franciade* qui serait à venir et qu'il semble déjà en train de composer. Voici, en effet, qu'en une sorte de vision héroïque, le journaliste imagine le peuple rassemblé, le peuple en marche, montant à l'ennemi, avec un courage aussi irréductible que solennel :

Nous serons un océan, un mur vivant de chair humaine. Nous donnerons autant d'hommes à leurs canons qu'il en faudra. Il viendra bien une heure où ils seront las de tuer. Alors ceux qui survivront les tueront à leur tour. Puisqu'ils veulent que le monde devienne un abattoir, nous serons le troupeau interminable qui les noiera de son sang. Ainsi comprise, la guerre est aisée³.

³ ZOLA, OC, Paris : Nouveau Monde éditions, 2003, t. 4, « La guerre et la Commune (1870-1871) », p. 283-284. Désormais, par convention OC, t. 4.

CQFD, est-on — avec, il est vrai, beaucoup de recul dans le temps — tenté de dire à lire ces lignes au ton presque, ou carrément, hugolien. Hugolien vraiment ? Jugeons plutôt :

Que toutes les communes se lèvent ! que toutes les campagnes prennent feu ! que toutes les forêts s'emplissent de voix tonnantes ! Tocsin ! tocsin ! que de chaque maison il sorte un soldat ; que le faubourg devienne régiment ; que la ville se fasse armée. Les Prussiens sont cent mille, vous êtes quarante millions d'hommes. Dressez-vous, et soufflez sur eux ! Lille, Nantes, Tours, Bourges, Orléans, Dijon, Toulouse, Bayonne, ceignez vos reins. En marche ! Lyon, prends ton fusil, Bordeaux, prends ta carabine, Rouen, tire ton épée, et toi Marseille, chante ta chanson et viens terrible⁴.

Du Hugo cette fois-ci, et non pas du Zola, dans le texte ! Rien, ou presque rien, de cette fièvre patriotique chez Edmond de Goncourt. Semblant parfois associer son deuil personnel et le sort effrayant du pays, au fil des jours mauvais qui se succèdent, en cette fin d'été 1870, il manifeste une mélancolie continue qui ne l'empêche pas, piéton accoutumé de Paris, de noter dans son *Journal* les tableaux que quotidiennement lui font découvrir ses déambulations. En témoigne le journal du 4 septembre. La République vient d'être proclamée. Paris exulte (« un million d'êtres, écrit Goncourt, qui ont oublié que les Prussiens sont à trois ou quatre marches de Paris »). Cependant rien n'y fait : loin d'avoir le sentiment de vivre un événement à la mesure de ceux qui, depuis 1789, 1830, 1848, l'ont précédé, l'observateur curieux et, en partie, désabusé ne se fie pas à la liesse populaire : « Pauvre France ! », écrit-il, lorsque, à l'Hôtel de Ville, Rochefort, au « profil maigre et pâle, est acclamé comme le sauveur ». Il ne saurait donc avoir « confiance ». Se référant explicitement au passé glorieux de la seule véritable Révolution et de son hymne emblématique, il poursuit :

Il ne me semble pas retrouver dans cette plèbe braillarde les premiers bons hommes de LA MARSEILLAISE. Ça me semble tout simplement des voyous sceptiques, en joie et en ébaudissement, faisant de la casse politique ; des voyous qui n'ont rien sous la mamelle gauche pour les grands sacrifices à la Patrie. (*J.*, 4 septembre 1870)

À considérer tous ces commentaires, toutes ces déclarations, tous ces appels à ce que l'on ne nomme pas encore, en 1870, tout à fait la Résistance, y a-t-il lieu, vraiment de s'étonner ? Sur le chaud de l'événement, les réactions navrées, puis presque dramatiquement belliqueuses de Flaubert, les imprécations incendiaires lancées par Hugo et Zola contre les Prussiens relèvent, pour ainsi dire,

⁴ HUGO, « Aux Français », *OC*, « Politique », Paris : Laffont, « Bouquins », 1985, p. 729, texte paru dans le *Rappel* du 18 septembre 1870. Désormais, par convention, *Pol*.

d'une indignation et d'une véhémence patriotiques naturelles. Elles expriment — comment s'en étonnerait-on ? — la blessure que, profondément, a creusée la défaite, cette défaite que l'on essaie aussi — peut-être — de conjurer, d'exorciser, faute de pouvoir faire réellement parler les armes, par les mots. Bataille de mots donc, bataille sans armes ? Mots, aussi belliqueux qu'ils sont peut-être, paradoxalement et dans toutes les extensions possibles de ce terme, désarmants ? Ne disent-ils pas aussi dans leur violence — une violence inversement proportionnelle à leur efficacité — qu'ils répondent au besoin de conjurer l'angoisse, d'espérer, encore et quand même, l'impossible. Mots écrits dans l'urgence et qui, comme dans le beau poème de Supervielle, « Les Amis inconnus », loin du front ou, comme disent ou disaient les militaires, loin du théâtre de la guerre, ne « touchent » que « de loin comme balles perdues ».

LA REPUBLIQUE : OUI, MAIS LAQUELLE ?

4 septembre 1870 : la République est proclamée.

Oui, la République... Dans ces circonstances, je crois qu'il n'y a que la République pour nous sauver, mais une République où on aurait mis Gambetta pour la couleur [...] et non une République composée de tous les médiocrates, de toutes les ganaches, vieilles et jeunes, de l'extrême-gauche.

Tel est le vœu formulé par Edmond de Goncourt dans son journal du 4 septembre 1870 (*J.*, p. 276). Vœu pieux ? On peut, en vérité, à bon droit, le croire. Aux yeux de l'auteur de *Germinie Lacerteux*, le peuple se grise d'images et de mots, et Goncourt dénoncera bientôt les faux-semblants, la théâtralité vulgaire des thuriféraires d'un système de gouvernement proche, selon lui, de la parade, de l'imposture :

Aujourd'hui, anniversaire de la proclamation de la République, une manifestation de voyous et de titis de paradis, portant devant eux une grande toile, sur laquelle il y a une figure de la liberté [...] — un vrai transparent de l'Ambigu, qui vous dégoûte de la liberté et de ce peuple de comédiens. (*J.*, 21 septembre, p. 292)

Avec d'autres mots, Flaubert exprime aussi les réticences que lui inspire l'instauration, ou le rétablissement du régime républicain, ce qu'il confie, avec une bonhomie bougonne, à George Sand, « la Chère Maître » : « Vous m'affligez, vous, avec votre enthousiasme pour la République ! [...] notez que je la défends cette pauvre République. Mais je n'y crois pas » (*J.*, 10 septembre 1870).

À vrai dire, pour Flaubert, le règne du « Pignoufisme » ou, ce qui revient au même, de « Pignouf 1^{er} » est arrivé : après le temps d'Isidore ou/et Badinguet (deux des surnoms de l'empereur déchu), voici qu'à l'en croire, l'heure a sonné des

vulgarités et des idées reçues républicaines. Une position, presque de principe, qui est aussi aux antipodes des conceptions, des espérances aussi de Zola : « Nous voulons faire aimer la République » (« La vraie République », 11 novembre 1870, *OC*, t. 4, p. 295).

« Aimer la République » : quelle République ? Alors que le parcours politique de Hugo est parfaitement lisible, qui fit d'un Pair de France un député républicain convaincu et assidu de l'Assemblée de 1848, puis un poète en exil qui fut « la conscience critique » de son temps⁵, et, à vrai dire, beaucoup plus encore, Zola, pour sa part, s'efforce, dans les troubles de l'année terrible, de rallier Bordeaux, où le gouvernement de la jeune République s'est installé, et de s'y procurer un emploi. Un poste. De sous-préfet. À grand peine. Peine perdue, ainsi qu'en témoignent les nombreuses lettres dans lesquelles, s'adressant à sa femme et à sa mère, il fait part de ses démarches et de ses espérances. Espoirs déçus.

Après les lettres de Bordeaux, les lettres de Versailles, où siège désormais l'Assemblée. Thiers a formé un gouvernement d'unité nationale. Zola y rend compte des initiatives et des décisions de cet homme politique depuis longtemps entré dans la carrière et à qui, à sa manière, il rend hommage : « Il a reconnu la république comme un fait, et il a ajouté que jamais il ne la renverserait [...] il n'y a pas jusqu'à la puérilité bourgeoise de M. Thiers que je n'aime [...] » (*OC*, mars 1871, p. 432).

Que l'on ne s'y trompe pas : cet éloge, non sans nuances, de celui dont Zola se plaît à louer la « modération », est bien le signe d'une manière d'adhésion à ce qu'il n'est pas interdit peut-être de considérer comme une forme acceptable de régime républicain tempéré. Or voici que s'annonce la Commune. La Commune qui, Hugo excepté, suscite les inquiétudes, l'indignation et parfois l'angoisse des trois autres écrivains.

HARO SUR LA COMMUNE

Voici ce que son « vieux troubadour » écrit à Georges Sand au spectacle des événements (G. Sand qui, pour sa part, évoque « l'infâme Commune » dont elle continuera, en juillet 1871, à dénoncer « les ordures ») :

Voilà maintenant la Commune de Paris qui en revient au pur Moyen Âge ! C'est carré ! [...] Beaucoup de conservateurs qui, par amour de l'ordre, voulaient conserver la République, vont regretter Badinguet ! Et appellent de leur cœur les Prussiens. — Les gens de l'Hôtel de Ville *ont déplacé la Haine*. C'est de cela que je leur en veux. Il me semble qu'on n'a jamais été plus bas. (C., 31 mars 1871)

⁵ Saint-John Perse, *Discours de Stockholm*, 1960.

Cette condamnation sans appel revient, telle un leitmotiv, dans de nombreuses autres lettres de cette période. Et c'est à partir de cette dénonciation virulente de la Commune (« je mets dans le même sac [que les Prussiens] Messieurs les ouvriers, et qu'on foute le tout ensemble dans la rivière ! ») que Flaubert s'emploie presque à théoriser un système politique fondé sur une critique violente de la bêtise du suffrage universel, responsable du « pignoufisme » ambiant. « Je hais, écrit-il, la démocratie », déclaration qui l'amène à appeler de ses vœux la suppression de « l'avant-dernier Dieu, qui était le suffrage universel », à reléguer le peuple dans son statut « d'éternel mineur » et à rêver, au nom de « la Science », d'« un gouvernement de mandarins », d'où, dans la logique de cette espérance, cette conclusion édifiante :

Peu importe que beaucoup de paysans sachent lire et n'écoutent plus leur curé, mais il importe infiniment que beaucoup d'hommes, comme Renan ou Littré, puissent vivre, et *soient écoutés*. Notre salut n'est, maintenant, que dans une *aristocratie légitime*. (C., lettre à G. Sand, 30 avril 1871)

Certes, il convient de faire ici la part des choses, je veux dire de l'exaspération d'un écrivain qui, sur le vif de l'événement, croit voir sous ses yeux s'effondrer un monde gagné par la démagogie, par une bêtise annonciatrice de « Pignouf I^{er} ». Sans doute n'est-il pas interdit ici de rappeler, dans l'*Education sentimentale*, l'évocation féroce de la sottise des révolutionnaires de 1848 et, en particulier, du *club de l'Intelligence*. Il reste que, passé le temps de la Commune, Flaubert considérera, concèdera bientôt qu'en définitive, le régime républicain est, à tout prendre, sans doute un moindre mal :

Je crois comme vous que la République bourgeoise peut s'établir. Son manque d'élévation est peut-être une garantie de solidité ? C'est la première fois que nous vivons sous un gouvernement qui n'a pas de principes. L'ère du Positivisme en politique va peut-être commencer ? (C., à G. Sand, 25 juillet 1871)

Les sentiments d'Edmond de Goncourt vis-à-vis de la Commune sont non moins hostiles, s'ils s'expriment, dans son journal, d'abord d'une manière souvent plus mesurée. Il est, au demeurant, remarquable que, condamnant les excès dont, éternel promeneur, il est le témoin, l'écrivain réagisse presque exclusivement en homme de lettres, je veux dire en homme pour qui la littérature constitue, face aux événements, le moyen — le seul sans doute qui vaille — d'appréhender l'histoire en train, sous ses yeux, de se faire. C'est ainsi que, réagissant à la nomination de Vallès : « *Risum tenatis ! Jules Vallès est ministre de l'Instruction publique* ».

Goncourt tient cette nomination pour le révélateur de la chute promise aux puissants du jour ; il entreprend donc cette démonstration :

la France est classique, de telle sorte que les théories de cet homme de lettres font déjà plus de mal au nouveau pouvoir que les théories sociales de ses confrères. Un gouvernement dont un membre a osé écrire qu'Homère était à mettre au rancart et que le MISANTHROPE de Molière manquait de gaieté, apparaît au bourgeois plus épouvantant, plus subversif, plus anti-social, que si ce même gouvernement décrétait le même jour l'abolition de l'hérédité et le remplacement du mariage par l'*union libre* ! (J., vendredi 31 mars 1871)

La France est « classique », or Vallès⁶ est au gouvernement et poursuit de sa haine les classiques, donc ce gouvernement ne saurait qu'effrayer, que terroriser le bourgeois, tel est le quasi-syllogisme sur lequel s'articule significativement cette argumentation fondée sur cette unique valeur-refuge : la littérature. Dénonçant « la conquête de la France par l'ouvrier et l'asservissement, sous son despotisme, du noble, du bourgeois, du paysan », le descendant des Huot de Goncourt accueille, on le conçoit, avec joie l'écrasement féroce de la Commune et le retour à l'ordre :

C'est bon. Il n'y a eu ni conciliation ni transaction. La solution a été brutale. Ç'a été de la force pure. [...] La solution a redonné confiance à l'armée, qui a appris, dans le sang des *communeux*, qu'elle était encore capable de se battre [...] C'est vingt ans de repos que l'ancienne société a devant elle, si le pouvoir ose tout ce qu'il peut oser en ce moment.

On ne saurait, pourrait-on croire, exulter davantage devant cette terrible fin... rien de moins sûr pourtant. Que l'on en juge plutôt : faisant allusion aux pétroleuses et à ces exaltés de la Commune qui, prétendait-on, voulaient mettre le feu à Paris, voici ce que Zola, le 29 mai 1871, écrit :

Un journal a proposé d'employer les prisonniers à cette besogne répugnante de brûler les morts. Je crois qu'on ferait bien aussi d'user toute la quantité de pétrole saisie, à réduire en cendres ceux qui ont voulu détruire Paris au moyen de ce moderne feu grégeois. Au moins cette huile maudite servirait à une besogne utile. (OC, IV, p. 581)

Or cette déclaration — osera-t-on le dire ? — enflammée n'est jamais que le point d'orgue de toute une série d'articles, non moins incandescents... Certes, ainsi que le rappellent Patricia Carles et Béatrice Desgranges dans leur belle édition du tome IV des *Œuvres complètes* à laquelle nous nous référons :

Menacé d'être arrêté à titre d'otage, Zola [a quitté] Paris le 10 mai pour Bonnières. Jusqu'à la *Semaine sanglante*, informé par courrier spécial, il écrira des articles de seconde main comme s'il était le témoin direct des événements parisiens. C'est peut-être ce qui explique ses accents vengeurs. (OC, IV, p. 405)

⁶ En fait, il a été nommé membre de la Commission de l'Enseignement.

Sans doute. Dont acte. Mais, avant que Zola n'ait, le 10 mai, quitté Paris, il n'a cessé dans des articles parus dans le *Sémaphore de Marseille* de vilipender la Commune d'une façon, à vrai dire, infiniment plus virulente encore que Flaubert et Goncourt. Témoin ce simple florilège : 19 avril 1871 :

La terreur règne, la liberté individuelle et le respect dû à la propriété sont violés, le clergé est odieusement poursuivi, les perquisitions et les réquisitions sont employées comme mode de gouvernement, telle est la vérité dans toute sa misère et dans toute sa honte. (OC, IV, p. 476)

Ah ! Comme on le désire, cet assaut des troupes de Versailles qui doit délivrer Paris. (OC, IV, p. 477)

L'éternelle honte des insurgés du 18 mars sera de nous avoir fait oublier notre haine pour la Prusse. (OC, IV, p. 478)

Étrangler la presse, emprisonner les journalistes, et généralement tous ceux qui ont la naïveté d'être simples et pratiques, faire table rase du Paris intelligent pour y dresser un temple à la démente humaine, tel est le rêve prodigieux de ce groupe d'hallucinés qui se débattent dans un cercle de plus en plus étroit. On croirait assister à une de ces créations étranges d'Edgar Poe, à un de ces cauchemars monstrueux, terrifiants et grotesques, enfantés dans le cerveau malade d'un buveur d'absinthe. (OC, IV, p. 485)

Les pauvres fous, les pauvres hallucinés ! Ils en sont à continuer l'égoïsme pour laisser une trace dans l'histoire. (OC., IV, p. 501)

Dire que j'ai des parents à Versailles, et qu'un d'eux peut me tuer, moi qui ne cesse de protester contre l'intolérable dictature de la Commune. (OC., IV, p. 511)

C'est que, pour Zola, la Commune n'est qu'une parodie sinistre de la Révolution de 1789. La métaphore filée du théâtre court tout au long des articles qu'il compose pour le *Sémaphore de Marseille*, de la mi-avril au début du mois de juin 1871. Ainsi dénonce-t-il les Communards : « des pantins, des poètes à froid, des arrangeurs de cavalcades » (OC, IV p. 513). Ainsi entend-il montrer, comme vus des coulisses, les dessous d'« un triste et curieux spectacle » (OC, IV, p. 517). Ainsi — donnant raison à Marx, selon qui une révolution qui se répète « tourne à la farce » — ironise-t-il sur ces « gens » qui veulent « pasticher 93 en paix » (OC, IV, p. 526), sur ces « messieurs les rouges » dont le « plagiat de 93 est embarrassant et ridicule » (OC, IV, p. 532), sur le « plagiat de la Révolution » sur ces « plagiaires incapables des actions terribles de leurs aïeux, les hommes rouges de 93 » (OC, IV, p. 544). Mais ces plagiaires odieux et grotesques trichent, à en croire Zola, avec eux-mêmes et avec la, leur vérité : « [ils] tomberont en criminels en s'imaginant tomber en martyres » (OC, IV, p. 503). Aussi la « farce », le « mélodrame » et le « grotesque » sont-ils voués à se transformer en tragédie. Répétées d'articles en articles, ces philippiques s'accompagnent de vœux, à tous les égards, ardents :

Ces misérables, parlant, au nom d'une infime minorité, d'engloutir sous les ruines de la grande cité plusieurs centaines de mille d'innocents, sont des bandits qui

mériteraient d'être brûlés vifs dans cet Hôtel de Ville qu'ils souillent depuis deux mois. (*OC*, IV, p. 543)

Or, ce qui sous-tend ces imprécations véhémentes, est fondé sur la conception, explicite ou sous-jacente — conception à valeur sociologiquement hygiéniste — de l'opposition entre le sain et le malsain : Zola, en effet, oppose à la « population saine », celle qui laissera entrer à Paris les soldats libérateurs et les acclamera (*OC*, IV, p. 476), la « volupté malsaine de profanation » (*OC*, IV, p. 518), qui nourrit les ressentiments des tenants du pouvoir en place. De cette opposition témoigneront encore, mais cette fois en 1892, certains passages de la *Débâcle*.

Et vous tuez l'honneur, la raison, l'espérance !
Quoi ! D'un côté la France et de l'autre la France !

Fidèle au système des antithèses qui régit parfois son écriture, Hugo dans ce poème intitulé « Un cri » et daté du 15 avril 1871, tente de concilier les contraires. Contre cette tentative de conciliation Zola s'insurge, et notamment contre le poème « Les Deux Trophées » publié, dans le *Rappel*, le 7 mai 1871. C'est que l'auteur des *Châtiments* tente de mettre en parallèle le projet d'abattre la Colonne de la place Vendôme et le bombardement qui, à l'en croire, aurait gravement frappé l'Arc de Triomphe.

Mais il ne faut pas permettre à Victor Hugo d'abuser de son talent pour donner le change à l'histoire. Il est très vrai que la Commune veuille abattre la Colonne : pour que nul n'en ignore, elle a même fait un décret [...]. (*OC*, IV, p. 525)

Il ne faut pas s'y tromper : l'épisode, appelé à devenir célèbre, de la colonne Vendôme qu'il s'agit d'abattre ou de préserver, n'a rien d'anecdotique. Zola, en effet, vise ici, de façon explicite, deux semaines après sa publication, le poème composé par Hugo qui mettait, à la fois, en parallèle, et si l'on ose dire, sur le même plan : la destruction prévue de la fameuse colonne et le (prétendu) bombardement — côté versaillais — de l'Arc de Triomphe. C'est cette poétique symétrie, cette symétrie « idéologisée » que Zola entend briser. Il a, en effet, choisi son camp, ce qui l'amène à faire ce constat :

Victor Hugo, homme très pratique, bien qu'il vive dans les nuages, doit chercher, depuis le commencement de la lutte, le moyen d'intervenir en ne blessant personne, c'est-à-dire en donnant tort et raison aux deux partis.

Cette déclaration, parue le 13 mai 1871 dans le *Sémaphore de Marseille*, est bientôt relayée par celle du 27 mai, qui décrit le désarroi qui s'est emparé de Victor Hugo et des siens après que la Colonne eut été abattue :

La tribu Hugo est dans l'effarement. Le grand pontife [...] a publié une belle pièce de vers pour défendre la Colonne. Maintenant que la Colonne est par terre, il faut bien que le journal⁷ blâme la Commune, et blâmer la Commune, c'est disparaître [...]. (OC, IV, p. 562)

Rien de plus éclairant que ce constat à vrai dire passablement sarcastique. D'un côté — le côté de Zola — qui considère la Commune comme un « abominable cauchemar » (OC, IV, p. 553), de l'autre, le point de vue de Hugo sur cet événement qui vient comme contrarier la volonté, qui anime l'auteur des *Châtiments*, de ménager, d'unir les contraires. En réalité, pour celui qui est triomphalement revenu en France après dix-huit ans d'exil l'effondrement de l'Empire et l'instauration d'un régime républicain sont des événements qui ont comblé ses vœux. Or, la Commune qui est, selon lui, « bonne dans son principe », arrive à un très mauvais moment, alors que l'ennemi occupe le pays. D'où ce verdict qui se veut, une fois encore, équilibré :

Paris, parmi toutes les villes, a un moi suprême. C'est ce moi suprême qui s'affirme par la Commune. L'Assemblée n'a pas plus la faculté d'ôter à Paris la Commune que la Commune n'a la faculté d'ôter à la France son assemblée. (Pol., p. 787)

C'est donc dans la logique de ce jugement que Hugo ajoute : « La Commune est une bonne chose mal faite ». Et lorsque les « versaillais » l'emporteront, il pourra écrire dans une lettre adressée au rédacteur de *L'Indépendance belge* : « Ne faisons pas verser l'indignation d'un seul côté. Ici le crime est aussi bien dans les agents de l'Assemblée que dans ceux de la Commune, et le crime est évident » (Pol., p. 796).

LECTURE DARWINIENNE DES ÉVÉNEMENTS

En fait, écrivain célèbre, adulé, Hugo, en dépit de la noirceur de « l'année terrible » demeure envers et contre tous optimiste : l'auteur de *La Légende des siècles* a foi en l'avenir. Rien de tel chez Flaubert et Goncourt, et, pour d'autres raisons, chez Zola. Aussi différente, à quelques degrés, qu'elle soit, leur lecture des événements semble imprégnée, d'une manière explicite ou diffuse, par la thèse évolutionniste de la concurrence entre les espèces, entre les pays, entre les races⁸.

En sommes-nous revenus aux guerres de races ? (C., p. 211)
Les guerres de races vont peut-être recommencer ? (C., p. 228)

⁷ Ce journal est, bien sûr, *Le Rappel*.

⁸ L'ouvrage-phare de Darwin, *De l'origine des espèces*, est publié en 1859 et très vite traduit en français.

Les Latins sont finis ! Maintenant c'est au tour des Saxons, qui seront dévorés par les Slaves. Ainsi de suite. (C., p. 245)

Je crois que notre race est finie. (C., p. 257)

Nous assistons à la fin du monde latin. Adieu tout ce que nous aimons ! Paganisme, christianisme, mysticisme. Tels sont les trois grandes évolutions de l'humanité.

Au fil de sa correspondance, Flaubert paraît s'inspirer tout à la fois de la loi des trois états d'Auguste Comte et de la thèse évolutionniste pour lire et interpréter les événements.

Edmond de Goncourt, pour sa part, paraît presque se réclamer de ce l'on n'appelle pas encore le darwinisme social lorsque, dans un passage de son *Journal*, déjà ci-dessus mentionné, il évoque « le despotisme » de l'ouvrier et, du fait de ce « despotisme » l'« asservissement [...] du noble, du bourgeois, du paysan ».

On ne sera pas autrement étonné que ce soit Zola qui, dans sa lecture des événements, privilégie la grille d'interprétation darwinienne. À preuve, l'avant-dernier roman des *Rougon-Macquart*, *La Débâcle*, paru en 1892, et qui, dans ses derniers chapitres, se fonde sur l'opposition entre Maurice Levasseur, jeune intellectuel névrosé tenant de la Commune, d'une part, et, d'autre part, de Jean Macquart, paysan devenu caporal qui est du côté de Versailles et de l'ordre : confrontation de cette partie « saine » de la France que, dans ses articles de 1871, Zola évoquait et de sa partie « malsaine », vouée à disparaître en raison — une raison évolutionniste — de sa dégénérescence.

POUR CONCLURE : COMME UN GOUT DE LITTÉRATURE, OU SE GRISER AVEC DE L'ENCRE

Zola, me semble-t-il, en 1892, soit 22 ans après la guerre franco-prussienne et après la Commune, continue à porter un jugement critique sur les événements qui, au cours du printemps 1871, ensanglantèrent Paris. C'est à lui que l'on doit la seule œuvre d'envergure qui ait été consacrée aux événements traumatisants de ces deux années terribles que furent 1870 et 1871.

Certes, il y eut les nouvelles, parues en 1880, dans *Soirées de Médan* dont les auteurs, outre Zola, furent Huysmans, Céard, Hennique, P. Alexis et Maupassant, le Maupassant de *Boule-de-Suif*.

Aucune œuvre cependant, autant que *La Débâcle*, n'eut l'ambition et la force de se confronter aux événements qui précipitèrent la chute de l'Empire, l'occupation d'une partie de la France, l'instauration de la Commune. Zola, qui dut, en 1892, affronter nombre de critiques leur répondit ainsi : « En faisant connaître à notre jeunesse les fautes commises par leurs pères, n'est-ce pas mieux les préparer à la revanche ? »

Sursaut, ou, comme on voudra, affirmation de patriotisme.

Cependant, la tourmente passée, Flaubert et Edmond de Goncourt, retournent, pour leur part, à leurs (chères) études. À leurs livres en cours, ou à venir. Mais ces études et ces livres les ont-ils jamais vraiment quittés ? Rien de moins sûr. En dépit de la « noire mélancolie » (Flaubert) que leur inspirent l'histoire de la défaite, l'occupation par les Prussiens de l'ermitage de Croisset (Flaubert), la menace, sous la Commune, d'être réquisitionné (Goncourt), ces deux écrivains, tout au long des événements, ne cessent d'envisager — viatique contre les difficultés et les angoisses suscitées par les troubles de ces deux années — la littérature comme le seul remède qui vaille face aux malheurs du temps.

Tout au long de cette période, Flaubert, lieutenant, on l'a vu, de la Garde Nationale de Rouen, évoque, à l'intention de ses correspondants, le *Saint Antoine* qu'il a en chantier :

Quant à moi, je suis soûl de l'insurrection parisienne ! Je n'ai plus le courage de lire le journal. Ces continuelles horreurs me dégoûtent plus encore qu'elles ne m'attristent, et je me plonge de toutes mes forces dans le bon *Saint Antoine*. (C., lettre à sa nièce Caroline, 30 avril 1871)

D'autres lettres attestent aussi cette volonté, en dépit de toutes les mauvaises nouvelles qui, de Sedan ou de Paris, arrivent, de mener à bien l'œuvre en cours.

Contrairement à mon attente, je me trouve *très bien* à Croisset. Et je ne pense pas plus aux Prussiens que s'ils n'y étaient pas venus ! Il m'a semblé très doux de me retrouver au milieu de mon vieux cabinet et de revoir toutes mes petites affaires. (C., à sa nièce Caroline, 5 avril 1871)

Et voici l'aveu, la confiance qui disent que l'homme de lettres trouve dans l'écriture le seul vrai remède à sa mélancolie patriotique :

Ah ! C'est que j'ai souffert depuis dix mois, horriblement, souffert à devenir fou et à me tuer ! Je me suis remis au travail cependant ; je tâche de me griser avec de l'encre, comme d'autres se grisent avec de l'eau-de-vie, afin d'oublier les malheurs publics et les tristesses particulières. (C., à Elisa Schlésinger, 22 mai 1871)

Confiance qui est à mettre en regard de ce constat qu'Edmond de Goncourt fait dans son *Journal*, alors même que la situation de la France est un peu plus que préoccupante : « Aujourd'hui m'est revenu comme un goût de littérature. J'ai été mordu, ce matin, de l'envie d'écrire LA FILLE ÉLISA [...] » (J., 24 février 1871).

Point d'orgue de ce retour à la littérature pendant et juste après la tourmente :

Dîner ce soir avec Flaubert, que je n'ai pas revu depuis la mort de mon frère. Il est venu chercher à Paris un renseignement pour sa TENTATION DE SAINT ANTOINE. Il est resté le même, littéraire avant tout. Ce cataclysme semble avoir passé sur lui, sans le détacher un rien de la fabrication impassible du bouquin. (*J.*, 10 juin 1871)

Est-ce à dire, décidément, que l'urgence du « bouquin » à finir l'emporterait sur l'histoire dont l'écrivain est le témoin et que, comme ses compatriotes, comme ses contemporains, il vit au quotidien ? Ce serait aller trop vite en besogne. Prurit patriotique, trompettes épiques : autant que Flaubert, Zola, autant qu'Edmond de Goncourt, Hugo — et avec eux, d'autres écrivains encore — ont éprouvé, devant le désastre militaire, l'humiliation d'une nation, ils ont rêvé d'un sursaut formidable, homérique et qui n'est pas venu. Ils ont annoncé déjà, notamment Flaubert et Zola, l'idée, le principe, la certitude d'une revanche. Face à la Commune qui, pour chacun d'eux, ajoutait au malheur de la guerre venue de l'extérieur le risque de la guerre civile, ils ont pris — plus que violemment parfois — parti, Hugo, seul, ayant essayé de plaider la cause de ces « insurgés » qu'exaltera, plus tard Vallès. Rien là, à y regarder d'un peu près, qui soit vraiment étonnant. Dans leur correspondance (Flaubert), dans leur journal (Goncourt), dans leurs articles de presse (Hugo, Zola), ils ont dit, écrit, au fil des événements, ce que ces événements leur inspiraient : ce qu'ils appréhendaient, redoutaient, espéraient. Cette « réactivité », presque quotidienne, vis-à-vis d'une histoire presque chaque jour mouvante, n'est-elle pas, au cœur de temps troublés, l'un des révélateurs les plus sûrs de ce que sont ces écrivains ? En profondeur. Du moins à un moment donné. Ce qui pourrait amener à sinon totalement, réécrire, du moins à nuancer quelques légendes. Mais, bien sûr, ceci serait une autre histoire.